



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Trente-troisième billet, juin 2014)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

Après la gueule de bois du 9 février dernier, voici venu le temps du blues et bon nombre d'entreprises vivent des grands moments de solitude. Tous les regards convergent vers le Conseil Fédéral afin qu'il se suce les doigts pour trouver une solution helvético-suisse avec l'UE. La réintroduction de contingents d'ici trois ans effraie beaucoup, au sein desquels l'UDC elle-même. On redoute le retour des usines à gaz symbole d'immobilisme, néfaste à l'économie. Toute solution est bonne à prendre, pourvu qu'elle soit efficace et que l'économie n'en souffre pas.

Seulement des solutions il n'y en a pas treize à la douzaine ! L'UDC se garde du reste bien d'en proposer, se contentant de relativiser la portée de son initiative. Voilà que le Conseil fédéral vient de décider qu'il entendait l'appliquer au pied et à la lettre, respect de la volonté populaire oblige. En d'autres termes et en résumé, il va réintroduire les contingents d'étrangers, en tenant compte de la situation conjoncturelle et du marché du travail. C'est l'application du principe dit de la « préférence nationale », à savoir qu'une entreprise doit apporter la preuve qu'elle n'a pas réussi à engager un travailleur suisse (ou permis C) avant de demander un permis pour un travailleur étranger.

Autant dire que cela est en parfaite contradiction avec l'Accord sur la libre circulation des personnes que nous avons signé avec l'Union Européenne et que c'est tout l'édifice des bilatérales qui est remis en question. La Commission a sèchement réagi à cette décision en rappelant que ce principe de préférence nationale n'est pas conciliable avec l'Accord sur la libre circulation des personnes. L'Union Européenne n'a, du reste, pas attendu avant de réagir, elle a immédiatement durci le ton après le résultat de la votation, renvoyant ainsi la balle dans le camp helvétique : en bloquant des subventions aux programmes d'échanges, par exemple, elle place la Suisse devant ses responsabilités, même si ce faisant, elle pénalise également les étudiants européens.

Le Conseil fédéral est donc contraint de négocier avec l'Union Européenne un nouveau paquet d'accords bilatéraux. Mais, outre une humiliante contrition, la Suisse est condamnée à faire preuve d'inventivité et de génie, qualités qui, en l'état, seront très difficiles à assurer. Déjà que, au plan intérieur, les mesures destinées à doper la main d'œuvre indigène ne sont pas si simple à réaliser, autant dire que, au plan extérieur, l'exercice relève de haute voltige.

Non seulement l'Union Européenne n'a aucune raison de se montrer conciliante envers la Suisse, même si aucune des deux parties n'a vraiment intérêt à ce que les accords bilatéraux capotent, mais de plus, en ce moment, l'Europe a d'autres soucis que de se préoccuper de

ses relations avec la Suisse : engluée dans l'élection au Parlement qui a vu une poussée impressionnante d'eurosceptiques, elle est actuellement en veine de trouver le président de la Commission qui fasse l'unanimité.

Le Conseil fédéral n'est pas resté inactif jusqu'ici envers Bruxelles : il a fait un geste de bonne volonté à l'égard de la Croatie afin de faciliter la libre circulation des travailleurs croates en Suisse. Par ailleurs, le Secrétaire d'Etat Yves Rossier fait fréquemment les navettes jusqu'à Bruxelles afin de trouver des ouvertures possibles et de présenter les nouvelles propositions fédérales.

Lors d'une rencontre de l'économie locale, nous avons invité le secrétaire d'Etat afin qu'il fasse un point de la situation. Dans un exposé très bien étayé, Monsieur Rossier a fait état de l'esprit qui règne en Europe. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, même si publiquement le mot d'ordre est que les commissaires et les Etats européens sont très déçus de la votation, les relations avec la Suisse restent cordiales. Cependant, aucune exception et aucun privilège ne lui sera accordé. Les interlocuteurs européens s'attendent de la Suisse qu'elle remplisse intégralement ses obligations issues des Accords de libre circulation, faute de quoi, ils prendront toutes les mesures idoines, pouvant même aller jusqu'à la dénonciation desdits Accords, mesure qui est réclamée par plusieurs Etats.



Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Yves Rossier

Comme l'a rappelé le secrétaire d'Etat, nos relations économiques avec l'Union Européenne se confinent en fait aux quelques Etats frontaliers et plus spécifiquement à quelques régions desdits Etats. Cela explique en grande partie l'agacement, voire l'indifférence de la grande majorité des Etats de l'Union envers la Suisse. Ces Etats peinent à admettre, en effet, qu'un régime d'exception se justifie pour un Etat tiers, alors qu'ils sont eux-mêmes contraints d'appliquer les règles dans toute leur rigueur. Et ils sont d'autant moins enclins à se montrer compréhensifs que leurs relations bilatérales avec la Suisse ne se sont pas toujours déroulées dans un climat très serein.

Il y a toutefois aussi des raisons insoupçonnées qui expliquent l'intransigeance des Etats européens à l'égard de la Suisse : plusieurs Etats européens ont eux-mêmes des problèmes internes avec des minorités ou des provinces. Cela les oblige à une vigilance particulière, pour éviter d'être débordés à l'interne. Ainsi, l'exemple donné par le secrétaire d'Etat est significatif: l'Espagne s'est opposée à des discussions avec la Suisse. Or, comme l'Espagne et la Suisse n'ont aucun contentieux, Monsieur Rossier s'est déplacé à Madrid pour un entretien avec son homologue espagnol. Ce dernier lui a aimablement assuré que l'Espagne n'avait aucun problème avec la Suisse. Toutefois, comme la Catalogne a des visées d'indépendance et entend obtenir de l'Union Européenne certaines prestations financières, que l'Espagne s'emploie par tous les moyens à contrecarrer, le fait d'accorder un régime d'exception à la Suisse risque d'ouvrir une brèche dans laquelle s'engouffreraient des provinces espagnoles

séparatistes et il sera difficile d'expliquer que ce qui est possible pour la Suisse ne l'est pas pour une province espagnole !

C'est donc dire à quel point les choses sont compliquées.

Au niveau purement communal, le blues des entreprises est palpable et des craintes réelles existent quant aux contingents pour les entreprises et leurs besoins de main d'œuvre ; par ailleurs, un échec des négociations pourrait avoir des conséquences sur les personnes morales, en particulier s'agissant des entreprises internationales et de leurs retombées fiscales pour la commune.

Comme l'a laissé entendre le secrétaire d'Etat Rossier, les choses sont mal emmanchées et les négociations s'annoncent très difficiles, voire vouées d'avance à l'échec, tant la marge de manœuvres est serrée pour ne pas dire inexistante et les contingences de part et d'autre multiples. En d'autres termes et vulgairement dit : "on n'est pas dans la merde", pour reprendre une conclusion lancée lors de cette réunion de l'économie locale.

Cela dit, il ne reste plus qu'à attendre pour voir à quoi cela aboutira et, dans l'immédiat, je vous souhaite un bel été et de bonnes vacances.

Erika Schnyder, syndique